



## **Déclaration préalable, CHSCTA du 27 août 2020**

Tout d'abord, nous nous félicitons que cette instance, prévue dès le mois de juillet, se tienne, conformément à la demande des représentants des personnels du CHSCTA.

Cependant, comme trop souvent, la FSU est inquiète.

La rentrée scolaire se fait dans un contexte sanitaire dégradé.

Au mois de juillet, les indicateurs étaient plutôt encourageants et pouvaient laisser espérer une rentrée presque normale d'un point de vue sanitaire. Les derniers indicateurs sont désormais tous passés à l'orange. Le protocole sanitaire actuellement en vigueur est celui du mois de juillet qui avait été, logiquement, assoupli. Il ne correspond plus ni à la situation sanitaire actuelle, ni à l'état des connaissances scientifiques. En effet, pendant l'été, plusieurs avis ou études ont pointé l'importance de la diffusion du virus par aérosol dans des lieux clos (avis du 23 juillet du haut conseil à la santé publique) ou encore le rôle des jeunes asymptomatiques dans la transmission du virus.

Au regard de la dégradation de la situation sanitaire et de l'évolution des connaissances scientifiques, la FSU demande un renforcement du protocole sanitaire. Il ne s'agit pas d'empêcher la rentrée mais de la sécuriser pour permettre à toute la communauté éducative de rentrer dans de bonnes conditions, et de faire de la prévention afin d'éviter la fermeture totale des écoles, collèges, lycées, CIO et services.

Nous demandons une information diffusée rapidement aux personnels pour ne pas revivre les nombreux épisodes du 3ème trimestre de l'année scolaire 2019-2020 où les personnels prenaient connaissance des informations ministérielles relatives à leur quotidien professionnel dans les médias ou sur les réseaux sociaux, 24h à 48h avant leur entrée en vigueur. Les équipes éducatives, directions et personnels, mais aussi les parents, ont besoin de recevoir rapidement un cadrage académique qui réponde à leurs inquiétudes et leurs interrogations. Le renvoi systématique au protocole national en réponse à nos questions ne peut suffire.

Il est bien sûr indispensable que tous les élèves fassent leur rentrée en présentiel. Nous demandons donc la fourniture gratuite des masques par l'Education nationale à tous les élèves et tous les personnels sous sa responsabilité.

La crise sanitaire exacerbe la difficulté des conditions de travail de tous personnels, des non-titulaires aux cadres de notre institution.

Cette rentrée inédite aurait dû voir un renforcement des équipes de vie scolaire, qui vont être plus sollicitées que jamais pour organiser, accompagner, surveiller, encore davantage que lors du déconfinement. Ce n'est pas le cas.

Les classes sont en sureffectif à tous les niveaux, une augmentation régulière que la FSU dénonce année après année, en vain. On aurait pu imaginer que, prenant la mesure du risque sanitaire augmenté par la promiscuité, des moyens supplémentaires soient alloués pour faire baisser le nombre d'élèves par classe.

En parallèle, malgré le dévouement des agents du rectorat, qui ont été mis à rude épreuve pendant une grande partie de l'été, de nombreux contractuels ne sont toujours pas nommés, et de nombreux postes en établissement non pourvus. On peut aussi craindre que certains personnels ne retrouvent pas le chemin de l'école par peur légitime des conditions dans lesquelles ils devront travailler. Il existe déjà des cas où les directions font pression sur les collègues pour qu'ils absorbent des heures supplémentaires dans cette perspective.

L'exigence ministérielle concernant la remise à niveau des élèves ne trouve d'écho que dans la distribution d'heures supplémentaires dans le second degré, alourdissant encore la charge de travail des équipes en termes d'heures mais aussi d'organisation, et renvoyant encore au local cette prise en charge ; à aucun moment la question ne s'est posée d'aménager les programmes.

Nous n'avons toujours aucune information sur les modalités du passage du bac, alors qu'il s'agit d'un sujet urgent. Comme l'an dernier, l'inquiétude grandit.

Aujourd'hui, la Région fournit les manuels aux élèves, mais la question de la gestion matérielle (distribution, etc...) n'a pas été anticipée. Elle incombe le plus souvent aux enseignants.

Tous ces facteurs cumulés font craindre une flambée des RPS dans toutes les catégories de nos professions. Quelle sera la réponse de l'administration alors que la médecine de prévention dans notre académie est déjà débordée parce qu'insuffisante ? Quel accompagnement, quel soutien aux équipes ?

Malgré le fait que l'on pouvait se douter que la rentrée ne serait pas comme les autres, aucun aménagement du bâti n'a été engagé pour faciliter le lavage des mains qui reste très contraignant dans le protocole. Où en est la coconstruction appelée de nos vœux à maintes reprises entre notre administration et les collectivités territoriales, que ce soit à ce sujet ou concernant les fortes chaleurs ?

On peut sans aucun doute anticiper que ce lavage de mains sera le plus souvent remplacé par un jet de liquide hydro-alcoolique, une solution certes pratique mais qui représente une dépense non négligeable sur le budget des établissements, ce sur quoi nous avons déjà alerté l'administration.

Enfin, les questions d'équipements informatiques des personnels et des élèves doivent être traitées dans les prochaines semaines dans la perspective d'un reconfinement. Il ne serait pas acceptable d'être dans l'improvisation dans ce cas.

La FSU demande à l'administration des réponses claires sur tous ces points.